

Au Brésil, massacre policier dans une favela de Rio



Bruno Meyerfeld

Au moins 29 personnes ont été tuées dans l'assaut du bidonville de Jacarezinho. Un triste record

REPORTAGE

RIO DE JANEIRO - correspondant

Au lieu de la sonnerie de son portable, Tatiana (les noms ont été modifiés par raison de sécurité) s'est réveillée ce jeudi 6 mai avec le claquement des balles. Dans le ciel gris de la favela gronde un hélicoptère. Dans les ruelles humides, la police avance à petits pas, cagoulée, armée de fusil. Une opération antidrogue a commencé à Jacarezinho. Tatiana, qui sent le danger venir, réunit la famille. « *On s'est tout de suite cachés au fond de la maison, mon père, ma mère, mon fils de 9 ans* », raconte la jeune femme de 27 ans.

Vite, les rafales fusent, se multiplient. Se rapprochent. Tatiana et sa famille se terrent. « *Mais tout d'un coup, on a entendu des bruits sur le toit de la maison* », se souvient-elle. Surgissent deux jeunes hommes, 20 ans à peine. L'un a de graves blessures par balles dans le dos. « *Il saignait beaucoup. Ils m'ont suppliée de les aider, de les cacher. Ils disaient qu'ils ne voulaient pas mourir. Celui qui était blessé pleurait. Il a dit que sa femme était enceinte, que c'était une petite fille et qu'il voulait la voir naître...* »

Est-ce la peur ? La pitié ? Tatiana laisse les deux hommes se cacher au troisième étage et se cadenas avec sa famille dans une pièce du deuxième. Un temps passe, avant que les policiers n'enfoncent la porte d'entrée. La famille tend l'oreille : elle écoute, tétanisée, le bruit des bottes dans l'escalier. Les cris. Puis les tirs. « *Bam ! Bam !* », imite en riant le jeune fils de Tatiana, qui a tout entendu, puis tout vu : les impacts de balles dans le mur peint en beige ; le sofa, les coussins, les sacs, les tableaux, le carrelage recouverts de sang. Du sang, il en a coulé beaucoup ce 6 mai à Rio : au moins 29 personnes (dont un policier) ont été tuées lors de l'assaut donné par la police dans le bidonville de Jacarezinho, situé dans le nord de la métropole, soit le bilan humain le plus élevé jamais enregistré pour une opération de ce type dans la ville. Ici, on a vite donné à l'événement le titre de *chacina*, c'est-à-dire de carnage ou de bain de sang.

Etat de choc

L'assaut a commencé vers 6 heures, au moment où les quelque 40 000 habitants de la favela sortent dans la rue pour se rendre au travail. Deux cents membres de la police civile pénètrent alors dans le bidonville, appuyés par des blindés et des hélicoptères. Des coups de feu sont échangés et, rapidement, la situation dégénère. Un policier est tué d'une balle dans la tête et l'opération antidrogue se transforme en

vendetta. Les forces de l'ordre se ruent dans les ruelles, poursuivent les trafiquants et mitraillent à tout-va. Un métro aérien, longeant la favela, est atteint par les balles perdues. Deux passagers sont blessés.

Les rues se remplissent de cadavres ensanglantés. Des jeunes hommes, noirs ou métis, en bermuda, marcel ou maillot de foot – autant de scènes effroyables, photographiées, filmées et diffusées en temps réel et en masse sur les réseaux sociaux de Rio. Certains, selon les familles des victimes, auraient été tués à l'arme blanche. Vite dépassés, les trafiquants battent en retraite. La fuite se fait par les maisons, en sautant de toit en toit, les fusils tenus à bout de bras. Des témoins disent avoir vu les forces de l'ordre tirer depuis les hélicoptères.

La police décide de poursuivre les fuyards jusqu'au bout et envahit les logements. Et la barbarie continue : les supposés trafiquants sont abattus dans les cuisines et parfois jusque dans des chambres d'enfants. « *Ils en ont exécuté trois, ici, dans notre salon !* », explique Miguel, 47 ans, qui reçoit chez lui, sur les lieux du drame. « *Ces gamins, ils étaient pourtant à terre, désarmés, ils disaient qu'ils voulaient se rendre. Mais ils les ont tués quand même... C'était affreux, il y avait des gros bouts d'être humain, des organes, du foie, partout sur le sol... On a dû tout ramasser et tout laver nous-même avec des chiffons* », décrit Miguel, épouvanté.

L'opération sème la terreur durant neuf longues heures dans la favela. Vendredi, le jour d'après, Jacarezinho conservait les stigmates des combats : des douilles dorées brillent un peu partout au fond des flaques d'eau de pluie. Portes et murs sont criblés d'impacts de balles, parfois par grappe de dizaines. Ça et là, des vitrines de commerces gisent au sol, en mille morceaux, explosées par les grenades de la police. Dans les logements, malgré un lavage aux grandes eaux, on n'est pas encore parvenu à faire partir toutes les taches de sang coagulé.

Le bidonville est en état de choc, sidéré par le déchaînement de violence. Les commerces ont rouvert, certes, mais les rues sont silencieuses, apeurées. « *Ne mentionnez pas notre nom dans votre article. La police va vouloir se venger, c'est sûr* », supplie un habitant, inquiet des représailles. Plus loin, le long d'une allée commerçante, surgit une femme noire, les yeux baignés de larmes. « *Pourquoi avoir fait ça ? Pourquoi avoir tué nos enfants ?* », hurle-t-elle. Les passants l'évitent, le regard fermé.

Officiellement, selon la police, l'opération visait à affaiblir le Comando Vermelho (« commandement rouge »), le plus puissant groupe de trafiquants de drogue de Rio, qui domine le quartier. Il s'agissait de saisir des armes, « neutraliser » quelques chefs. Mais le bilan de la journée s'avère aussi lourd en vies humaines que léger en prises de guerre : l'opération a permis la saisie de seulement seize pistolets, sept fusils, douze grenades et une mitraillette. Une brouille. Sur les vingt et un trafiquants officiellement recherchés par la police dans la favela, seuls trois ont été faits prisonniers et trois ont été tués.

Colère des Cariocas

« *L'Etat, ici, il entre, il tue, et il repart. On n'est pas considéré comme de vrais citoyens !* », s'insurge Leonardo Pimentel, 34 ans, jeune président de l'association des habitants de la favela. Avec d'autres figures locales, il s'est réuni ce 7 mai dans l'école de samba de Jacarezinho, située à l'entrée du quartier. Dans ce gros hangar, battu par la pluie, on se reconforte autour d'un peu de café et de rares sourires. « *Personne ne s'attendait à une telle opération. C'est incompréhensible !* », ajoute Leonardo. Et pour cause : en juin 2020, une décision du Tribunal suprême fédéral, plus haute instance judiciaire du pays, a suspendu, sauf cas exceptionnels, les opérations de police dans les favelas pour toute la durée de l'épidémie de Covid-19. Mais l'acte a été peu suivi d'effets : en un an, selon le site d'information *G1*, au moins 944 habitants de Rio seraient morts durant des interventions de la police.

Cette dernière balaie les critiques. Les 27 victimes civiles de la favela sont « *des trafiquants qui ont attenté à la vie de policiers et ont été, pour cela, neutralisés* », ont soutenu vendredi, lors d'une conférence de presse, les chefs des forces de l'ordre locales. L'opération, préparée « *depuis dix mois* » serait un franc succès. « *Il faut arrêter avec ce discours (...) qui fait passer ces criminels pour des victimes* », a même lancé Rodrigo Oliveira, haut responsable de la Coordination des ressources spéciales, l'unité d'intervention de la police civile de Rio.

Ces déclarations ont provoqué la colère d'une large partie des Cariocas. « *[Les jeunes de favelas] meurent, des générations sont en train d'être perdues et des familles détruites !* », a dénoncé sur Twitter Marcelo Freixo, député fédéral de Rio et membre du Parti socialisme et liberté, très investi sur les questions des violences policières, évoquant des « *innocents assassinés* ». Dans la soirée de vendredi, plusieurs manifestations, rassemblant quelques milliers de personnes, ont eu lieu dans la favela.

Mais pour la police la plus sanglante du monde (3 habitants tués en moyenne par jour à Rio, soit 1 239 pour l'année 2020 : davantage que pour tous les Etats-Unis), pas question de changer de méthode. Les forces de l'ordre bénéficient du soutien du gouverneur de l'Etat, Claudio Castro, marqué à droite, jusqu'au chef de l'Etat, Jair Bolsonaro. Vendredi, le vice-président, Hamilton Mourao, a estimé que les morts civils de Jacarezinho étaient « *tous des bandits* ». La justice est saisie pour juger d'éventuelles exécutions arbitraires. Mais les corps des victimes ont été très rapidement retirés par les forces de l'ordre (parfois dans de simples draps), entravant la collecte de preuves. A Jacarezinho, l'assaut terminé, le trafic de drogue a immédiatement repris ses droits.